

Initiatives ministérielles

teurs de gagner leur vie. L'océan est leur gagne-pain. Si les Portugais, les Espagnols et les Français prennent le poisson, nos électeurs ne peuvent pas le prendre le lendemain. On ne peut pas prendre le même poisson deux fois, monsieur le Président.

Si les gouvernements de quelque parti que ce soit ne réagissent pas et se font même les complices de ce processus pendant quatre ans par leur silence, nos électeurs subissent des fermetures d'usines non pas à cause de la rareté de la ressource, mais parce que quelqu'un d'autre met la main dessus avant eux. Ces autres personnes s'en emparent avec la complicité d'un gouvernement qui devrait protéger nos intérêts.

Monsieur le Président, je crois comprendre, d'après les signes que vous me faites, que le temps de parole qui m'est accordé tire à sa fin. Je sais qu'avant de devenir un président suppléant très compétent, vous avez été un joueur de football très talentueux. Aussi, je me demande si certains des signes que vous m'adressez ne sont pas du domaine du football. Je ne connais pas grand-chose à ce sport, mais je pense que le message général qui m'est adressé, c'est que je devrai me rasseoir très bientôt. J'essaierai de le faire d'ici une minute. Mon collègue de St. John's est beaucoup plus direct. Il en veut davantage.

Je sais qu'il sera d'accord avec moi pour dire qu'en ce qui concerne la surpêche, mieux vaut tard que jamais. Même si mon collègue de St. John's-Ouest et le ministre des Pêches ne se sont mis au travail et n'ont compris que dernièrement qu'il fallait faire quelque chose au sujet de la surpêche, je leur répète que mieux vaut tard que jamais. Il y a eu beaucoup de dommages et beaucoup de pertes d'emplois, mais au moins, en s'attaquant au problème maintenant, cinq ans plus tard, on ne laissera pas dix ans s'écouler. Nous pouvons leur en être reconnaissants.

La Loi sur la gestion des finances publiques doit certainement être modifiée. Mais toutes les modifications du monde seront absolument inutiles et en pure perte s'il n'y a pas, au sein du gouvernement, quelqu'un qui applique la loi convenablement. C'est là le cœur du problème à l'heure actuelle. C'est pour cette raison que la population souffre. C'est pour cette raison que le gouvernement prend de fort mauvaises décisions pour financer nos engagements à l'étranger, dans le golfe Persique.

Il faudrait que le gouvernement adopte une politique sensée à l'égard des taux d'intérêt, qu'il congédie John Crow et le remplace par quelqu'un qui comprend à quel

point la population souffre, quelqu'un qui sait que le gouvernement n'est pas d'abord et avant tout une entreprise. Il devrait s'occuper des besoins de la population. Si le gouvernement était simplement une entreprise, nous n'aurions pas besoin de lui. Il nous suffirait de confier à une grande multinationale le soin de voir à tout. Nous avons besoin d'un gouvernement, mais nous avons besoin d'un gouvernement qui soit digne de ce nom. Voilà notre problème à l'heure actuelle.

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, pendant son intervention, le député de Burin—Saint-Georges a mentionné que quelqu'un lui avait dit qu'il ne savait pas de quoi il parlait. Je dois dire que je suis d'accord avec cette personne, qui qu'elle soit.

Il a aussi fait allusion à une déclaration de M. Stevens sur les taux d'intérêt. Il devrait relire les journaux. Aucune déclaration n'a été faite au sujet des taux d'intérêt. Il semble plutôt que M. Stevens pensait à une conversation qu'il a eue avec le secrétaire du Commerce des États-Unis, M. Baldrige. Ils discutaient du niveau du dollar, pas du niveau des taux d'intérêt.

Ils ne parlaient pas du tout des taux d'intérêt, ce qui a été confirmé par la ministre du Commerce extérieur de l'époque, maintenant au Sénat, par le ministre des Finances, par le principal négociateur du gouvernement, par le négociateur adjoint du gouvernement et par plusieurs personnes ayant pris part aux négociations. Il n'a jamais été question des taux d'intérêt ni du niveau du dollar.

M. Simmons: Je remercie mon collègue de Burlington. Comme d'habitude, bien sûr, il a à moitié raison. Je répliquerai d'abord à la première partie de son intervention puis j'aborderai la question des taux d'intérêt et du niveau du dollar. Le député a dit que j'avais dit que quelqu'un m'avait dit que je ne savais pas de quoi je parlais. J'ai dit dans ma précédente intervention que cette personne était. Le député de St. John's-Ouest, alors ministre des Pêches, a déclaré que je ne savais pas de quoi je parlais lorsque je parlais des dommages provoqués par la surpêche.

Si le député veut prendre la parole devant une centaine de milliers de pêcheurs dans le Canada atlantique et leur dire qu'il n'y a pas de surpêche, alors il devra s'y prendre de bonne heure et parler très fort parce qu'il aura de la difficulté à se faire entendre des gens qui restent les bras croisés dans leur maison à Seal Cove—je sais qu'il ne veut pas entendre ce que j'ai à dire, mais je le dirai quand même. Ces gens voient leurs stocks de pois-